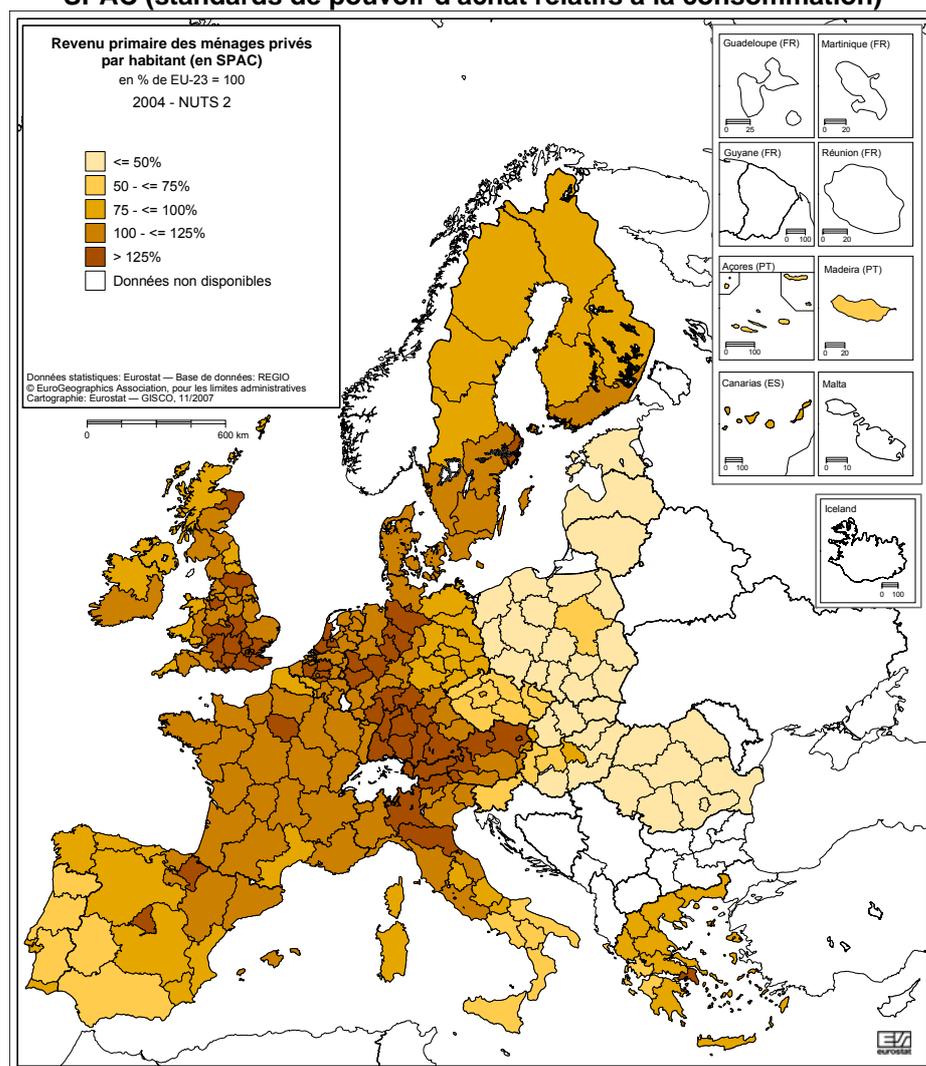


Le revenu des ménages privés dans les régions de l'Union européenne, 2004

Les régions dans lesquelles le revenu des ménages privés est le plus élevé sont concentrées dans le sud du Royaume-Uni, aux Pays-Bas, en Belgique, dans le sud de l'Allemagne, en Autriche et dans le nord de l'Italie. La région Inner London (Royaume-Uni) affiche le plus haut revenu primaire au sein de l'UE; son niveau est dix fois supérieur à celui de la région Nord-Est (Roumanie), qui présente la valeur la plus faible. L'intervention de l'État réduit de 10,6 à 6,8 le facteur séparant la plus haute valeur régionale du revenu par habitant de la plus basse.

Les écarts de revenu primaire des ménages entre les régions de l'UE font ressortir une convergence manifeste entre 2000 et 2004. Les régions dont le revenu primaire par habitant croît à un rythme supérieur à la moyenne sont situées principalement en Espagne, au Royaume-Uni et dans les nouveaux États membres, tandis que les régions à croissance inférieure à la moyenne se trouvent surtout en Italie, en Allemagne et en Belgique. Entre 2000 et 2004, les régions des nouveaux États membres ont rattrapé une partie de leur retard par rapport à la moyenne de l'UE, gagnant 3,2 points de pourcentage, dont 1,4 point entre 2003 et 2004.

Graphique 1: Revenu primaire des ménages privés par habitant en SPAC (standards de pouvoir d'achat relatifs à la consommation)



Statistiques en bref

STATISTIQUES
GÉNÉRALES ET
RÉGIONALES

ECONOMIE ET FINANCES

8/2008

Régions

Auteur

Andreas KRÜGER

Contenu

1. Introduction 2
2. Revenu primaire: les régions britanniques et allemandes en tête du classement..... 2
3. Revenu disponible: Hambourg dépasse Londres ... 4
4. Développement dynamique en Espagne, au Royaume-Uni et dans les nouveaux États membres 6



1. Introduction

Dans les pays fonctionnant selon les principes de l'économie de marché et disposant de mécanismes de redistribution par l'État, on distingue deux étapes dans la distribution du revenu. La distribution primaire correspond au revenu des ménages privés résultant directement des opérations effectuées sur le marché, c'est-à-dire de l'achat et de la vente de facteurs de production et de biens. Il s'agit principalement de la rémunération des travailleurs, c'est-à-dire du revenu de la vente du facteur de production «travail». Les ménages privés peuvent, en outre, percevoir des revenus de la propriété, et notamment des intérêts, des dividendes et des loyers. Enfin, il existe également un revenu résultant de l'excédent d'exploitation ou d'activités indépendantes. Le revenu primaire est

diminué des intérêts et loyers éventuels à payer. Le solde de toutes ces transactions équivaut au revenu primaire des ménages privés.

Le revenu primaire sert de base de calcul pour la distribution secondaire du revenu, qui représente le mécanisme de redistribution publique. Au revenu primaire s'ajoutent l'ensemble des prestations sociales et transferts sociaux autres qu'en nature. À partir de cette enveloppe, les ménages doivent payer des impôts sur le revenu et le patrimoine, s'acquitter de cotisations sociales et effectuer des transferts. Le solde subsistant à l'issue de ces transactions est appelé «revenu disponible des ménages privés». Ces données sont collectées au niveau NUTS 2, dans le cadre des comptes régionaux.

2. Revenu primaire: les régions britanniques et allemandes en tête du classement

Le graphique 1 donne une vue d'ensemble du revenu primaire par habitant dans les régions NUTS 2 des 23 États membres de l'UE pris en compte ici. Des îlots de prospérité se distinguent clairement dans le sud de l'Angleterre, à Paris, à Bruxelles, dans l'ouest des Pays-Bas et le nord de l'Italie, à Vienne, Madrid et Stockholm, ainsi qu'en Rhénanie du Nord-Westphalie, dans la Hesse, dans le Bade-Wurtemberg et en Bavière. Les disparités nord-sud en Italie et en Espagne et les disparités est-ouest en Allemagne sont également flagrantes. Dans les nouveaux États membres, ce sont uniquement les régions des capitales, et en particulier Prague, Bratislava, Közép-Magyarország (Budapest) et Mazowieckie (Varsovie), qui se distinguent par une richesse supérieure à la moyenne. Hormis ces régions des capitales, seules les sept autres régions de la République tchèque, la Slovénie et deux autres régions de la Hongrie affichent un revenu primaire par habitant qui dépasse la moitié de la moyenne de l'UE-23.

Le tableau 1 présente les quinze régions NUTS 2 où le revenu primaire par habitant est le plus élevé et les quinze régions où ce revenu est le plus faible. Sur les quinze régions classées en tête, six se trouvent au Royaume-Uni et en Allemagne, deux en Belgique et une en France. Par rapport à 2003, ce groupe de tête compte une région britannique de plus et une région autrichienne en est sortie

Sur les quinze régions enregistrant le revenu primaire le plus bas, sept se trouvent en Roumanie (il s'agit de l'ensemble du pays, à l'exception de la région de la capitale), six en Pologne et une en Hongrie ainsi qu'en Lettonie. Par rapport à 2003, une région de la Pologne a quitté ce groupe, tandis qu'une région de l'est de la Hongrie l'a rejoint.

Comme le montrent les valeurs du tableau 1, il subsiste des écarts importants entre les revenus primaires par habitant des régions des 23 États membres pris en considération ici. L'intervalle de variation entre les

régions riches et les régions pauvres commence toutefois à se réduire: en 2004, les valeurs des régions Inner London (Royaume-Uni) et Nord-Est (Roumanie) sont séparées d'un facteur de 10,6, alors qu'en 2000 le chiffre correspondant était de 11,8, ce qui signifie que, sur cette période de quatre années, une convergence appréciable des revenus primaires s'est opérée.

Tableau 1: Régions de l'UE ayant les revenus primaires les plus élevés/les plus bas en 2004

Région		Revenu primaire des ménages privés 2004 en SPAC par habitant
UKI1	Inner London	28434
DE60	Hamburg	25153
DE21	Oberbayern	24718
UKJ1	Berkshire, Buckinghamshire and Oxfordshire	24272
FR10	Île de France	24128
BE24	Prov. Vlaams-Brabant	24000
UKH2	Bedfordshire and Hertfordshire	23337
DE11	Stuttgart	23207
UKI2	Outer London	22930
DE71	Darmstadt	22907
UKJ2	Surrey, East and West Sussex	22692
BE31	Prov. Brabant Wallon	22471
DE12	Karlsruhe	21644
DE14	Tübingen	21617
UKH3	Essex	21285
...		
HU32	Észak-Alföld	5566
PL34	Podlaskie	5477
PL62	Warmińsko-Mazurskie	5434
PL33	Świętokrzyskie	5391
PL52	Opolskie	5308
LV00	Latvija	5277
PL31	Lubelskie	5000
PL32	Podkarpackie	4726
RO42	Vest	4613
RO12	Centru	3869
RO11	Nord-Vest	3728
RO22	Sud-Est	3618
RO41	Sud-Vest Oltenia	3300
RO31	Sud - Muntenia	3240
RO21	Nord-Est	2678

Graphique 2: Revenu disponible des ménages privés en pourcentage du revenu primaire

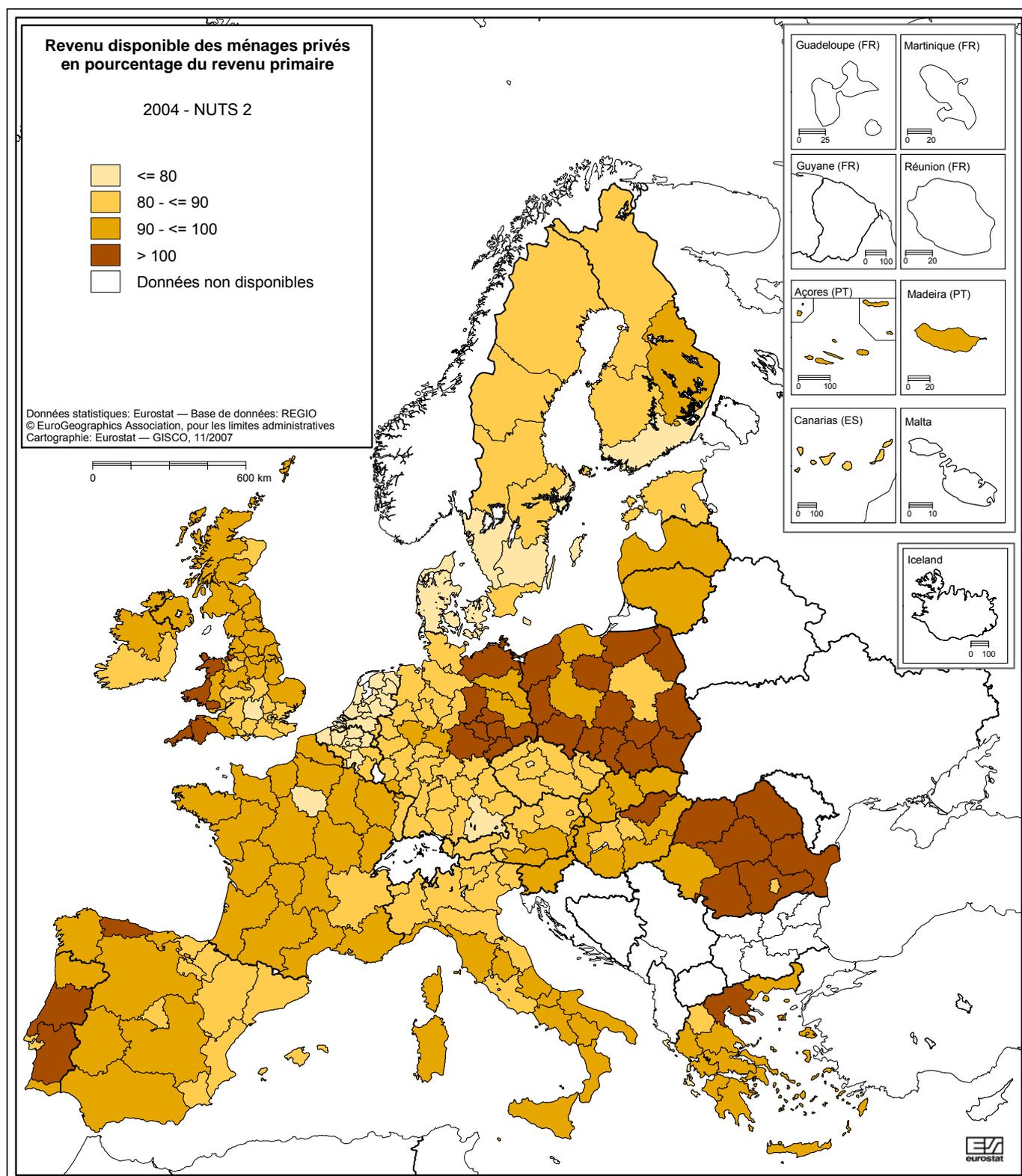


Tableau 2: Proportions de la population de l'UE résidant dans des régions économiquement fortes ou faibles

Pourcentage de la population de l'UE-23 résidant dans des régions dont le revenu primaire par habitant est:	2000	2004
> 125% de UE-23=100	28.7	26.9
compris entre 100% et 125% de UE-2	29.3	32.5
compris entre 75% et 100% de UE-23	13.8	14.6
< 75% de UE-23 = 100	28.2	26.0
< 50% de UE-23 = 100	16.2	15.0

Ce constat est confirmé en termes de population. Comme l'indique le tableau 2, la proportion de la population résidente de l'UE-23 ayant un revenu primaire supérieur à 125 % de la moyenne a diminué, passant de 28,7 % en 2000 à 26,9 % en 2004. Une évolution similaire s'observe à l'extrémité inférieure de l'échelle, y compris pour les régions dans lesquelles le revenu est inférieur à 50 % de la moyenne. Parallèlement, la part de la population ayant un revenu primaire compris entre 75 % et 125 % de la moyenne a augmenté, passant de 43,1 % à 47,1 %.

À l'intérieur des États membres, les disparités régionales sont beaucoup plus faibles qu'au sein de l'UE-23

dans son ensemble, les valeurs variant généralement d'un facteur de 1,5 à 2. Les plus petits écarts sont relevés en Irlande (facteur de 1,14) et en Autriche, où la région ayant le revenu primaire par habitant le plus élevé (Vienne) ne dépasse que de 20 % la région au revenu le plus faible (Carinthie). En revanche, les écarts sont supérieurs à un facteur de 2 dans la plupart des nouveaux États membres. La valeur la plus élevée est enregistrée par la Roumanie, où le facteur correspondant est supérieur à 2,5.

En comparant les données de 2004 à celles de 2000 afin de faire ressortir la tendance sur quatre années, on s'aperçoit que les écarts entre les régions des nouveaux États membres – à l'exception de la Pologne – sont en train de se creuser, notamment en Roumanie, en Hongrie et en Slovaquie. Cette évolution s'explique principalement par le développement économique dynamique des régions des capitales, un phénomène qui transparaît aussi dans le PIB.

Par contre, les écarts entre les régions n'ont que peu évolué dans la plupart des États membres de l'UE-15, abstraction faite d'une réduction significative en Espagne, en Italie et au Royaume-Uni, ainsi que d'un léger creusement en Belgique et en Grèce.

3. Revenu disponible: Hambourg dépasse Londres

À la différence du revenu primaire, le revenu disponible est fortement influencé par les interventions de l'État et les autres transferts (voir les notes méthodologiques à la fin de la présente publication). En raison des impôts perçus par l'État, le revenu disponible est généralement moindre que le revenu primaire. En même temps, les cotisations/prestations sociales entraînent un nivellement considérable des revenus des ménages.

La graphique 2 illustre les effets de l'intervention de l'État en représentant la relation entre revenu disponible et revenu primaire. Il apparaît clairement que le revenu disponible est relativement plus élevé dans les régions moins prospères de l'UE et relativement plus faible dans les régions plus riches. L'effet consolidé de l'ensemble des interventions de l'État consiste en une importante diminution des écarts entre les régions de l'UE: le facteur séparant la valeur régionale la plus haute de la plus basse s'élève à 6,8, alors qu'il est de 10,6 pour le revenu primaire. Une analyse par pays montre que, dans la plupart des cas, les interventions publiques réduisent les disparités régionales d'un cinquième à un sixième. La Roumanie et le Royaume-Uni se distinguent ici nettement des autres États membres, dans la mesure où les disparités y sont respectivement réduites de près d'un tiers et d'un quart. L'Allemagne présentait habituellement des valeurs similaires dans le passé, mais l'effet de nivellement s'est atténué pour passer d'un quart à un cinquième dernièrement. L'Irlande et l'Autriche affichent des valeurs faibles de l'ordre de 5 %, ce qui n'est cependant pas surprenant, car la répartition du revenu primaire est déjà relativement équilibrée dans ces deux États membres.

Le tableau 3 énumère les quinze régions où le revenu disponible par habitant est le plus élevé et les quinze régions où ce revenu est le plus bas. Il est intéressant

de procéder ici à une comparaison avec le revenu primaire (tableau 1). Les effets de l'intervention étatique deviennent particulièrement visibles en tête du classement, où la première place est occupée, pour la première fois, par la région de Hambourg (Allemagne). La raison pour laquelle les régions de Hambourg et de Londres (Inner London) échangent leurs places d'un tableau à l'autre réside dans l'incidence différente des prestations et cotisations sociales et des impôts directs: si les prestations sociales sont pratiquement identiques aux cotisations sociales à Hambourg, elles sont beaucoup moins élevées dans la région Inner London; cette différence représente environ 5 % du revenu primaire. En outre, les impôts directs se montent à 20 % du revenu primaire pour Inner London, mais seulement à 12 % pour Hambourg. Cet effet peut être observé, dans une mesure plus ou moins importante, pour l'ensemble des régions les plus riches.

Au bas de l'échelle, les interventions étatiques produisent des effets similaires. Le changement le plus visible parmi les quinze dernières régions du classement est la diminution du nombre de régions polonaises de 6 à 3, laquelle s'explique par le fait que les prestations sociales constituent, dans la plupart des régions de Pologne, une part relativement élevée du revenu disponible. Le contraire vaut pour l'Estonie, la Lituanie et la région Východné Slovensko (Slovaquie), qui reculent dans le classement à cause de prestations sociales relativement basses. L'effet combiné des interventions étatiques peut conduire à une situation dans laquelle le revenu disponible dépasse le revenu primaire. En 2004, tel a été le cas dans 36 régions, situées principalement en Pologne, en Roumanie, dans l'est de l'Allemagne, dans le sud-ouest du Royaume-Uni et au Portugal.

Graphique 3: Variation du revenu primaire par habitant (en SPAC)

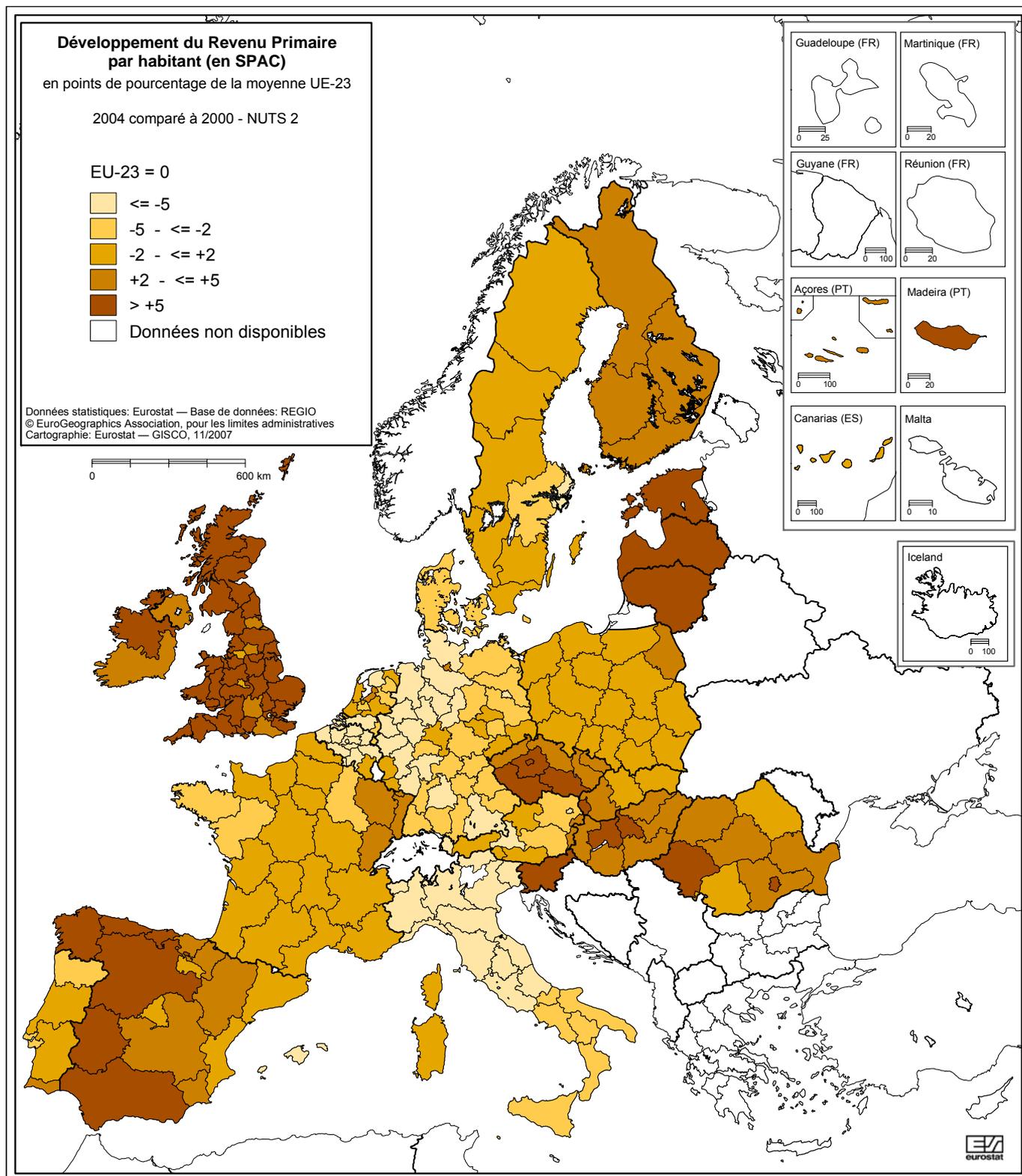


Tableau 3: Régions de l'UE ayant les revenus disponibles les plus élevés/les plus bas en 2004

Région		Revenu disponible des ménages privés 2004 en SPAC par habitant
DE60	Hamburg	22054
UK11	Inner London	21661
UKJ2	Surrey, East and West Sussex	19661
GR30	Attiki	19496
DE21	Oberbayern	19484
UKJ1	Berkshire, Buckinghamshire and Oxfordshire	19354
DE11	Stuttgart	19027
FR10	Île de France	18882
UKH2	Bedfordshire and Hertfordshire	18824
UKI2	Outer London	18689
DE50	Bremen	18649
AT13	Wien	18401
DE71	Darmstadt	18365
DE14	Tübingen	18225
DEA4	Detmold	18189
...		
RO32	Bucureşti - Ilfov	5643
PL52	Opolskie	5539
SK04	Východné Slovensko	5528
HU32	Észak-Alföld	5506
EE00	Eesti	5486
PL31	Lubelskie	5427
LV00	Latvija	5169
PL32	Podkarpackie	5056
RO42	Vest	4565
RO12	Centru	3957
RO11	Nord-Vest	3955
RO22	Sud-Est	3949
RO41	Sud-Vest Oltenia	3800
RO31	Sud - Muntenia	3697
RO21	Nord-Est	3241

Tableau 4: Régions de l'UE affichant les plus grandes variations positives/négatives entre 2000 et 2004

Région		Variation relative du revenu primaire par habitant (en SPAC) en points de pourcentage, 2004 par rapport à 2000 (UE-22=0)
HU10	Közép-Magyarország	14.3
CZ01	Praha	12.1
UKD2	Cheshire	12.0
UKF2	Leicestershire, Rutland and Northamptonshire	11.3
UKM1	North Eastern Scotland	11.3
UKF1	Derbyshire and Nottinghamshire	10.9
UKG1	Herefordshire, Worcestershire and Warwickshire	10.7
UKJ4	Kent	10.0
LT00	Lietuva	9.9
IE01	Border, Midland and Western	9.6
UKD1	Cumbria	9.2
UKM2	Eastern Scotland	9.1
EE00	Eesti	8.9
UKK2	Dorset and Somerset	8.5
LV00	Latvija	8.4
...		
ITD3	Veneto	-9.2
ITC4	Lombardia	-9.2
DEF0	Schleswig-Holstein	-9.3
ITC1	Piemonte	-9.4
ITE1	Toscana	-9.4
ITE2	Umbria	-9.6
BE24	Prov. Vlaams-Brabant	-10.1
ITD5	Emilia-Romagna	-11.3
DE50	Bremen	-12.4
BE31	Prov. Brabant Wallon	-12.8
DE30	Berlin	-12.9
ITD1	Provincia Autonoma Bolzano/Bozen	-13.6
AT13	Wien	-13.9
BE10	Région de Bruxelles-Capitale/Brussels Hoofdstedelijk Gewest	-15.3
ITD2	Provincia Autonoma Trento	-16.8

4. Développement dynamique en Espagne, au Royaume-Uni et dans les nouveaux États membres

À côté d'une comparaison des régions pour une année en particulier, il est fondamental de savoir comment les revenus des régions ont évolué par rapport à la moyenne de l'UE. Afin d'évaluer cette évolution, il convient d'utiliser une moyenne UE-23, vu que la Bulgarie, Chypre, le Luxembourg et Malte n'ont pas encore communiqué leurs données. Cette moyenne UE-23 peut néanmoins être considérée comme une assez bonne approximation de la moyenne de l'UE-27; on peut supposer qu'elle surestime légèrement la moyenne UE-27 (encore inconnue), avec une marge d'erreur d'environ 1 %.

Comme le montre le tableau 4, les variations du revenu primaire au cours des quatre années de la période 2000-2004 vont de +14,3 points de pourcentage pour Közép-Magyarország (Hongrie) à -16,8 points de pourcentage pour la région Provincia Autonoma Trento (Italie). Tant dans le haut que dans le bas du classement apparaissent d'importantes grappes de régions de quelques pays seulement: ainsi, sur les quinze régions affichant le développement le plus dynamique en termes relatifs, neuf sont situées au Royaume-Uni. À l'autre extrémité du classement se trouvent huit régions italiennes, trois régions belges et trois régions allemandes, ce qui indique clairement un développement inférieur à la moyenne dans ces États membres fondateurs de l'UE.

Autre élément marquant dans le haut du classement, les deux premières places du tableau sont occupées

par deux régions de capitales de nouveaux États membres (Budapest et Prague) et trois autres régions de nouveaux États membres (États baltes) font leur apparition parmi les quinze régions de tête. Une analyse plus détaillée révèle que, pendant la période 2000-2004, le processus de rattrapage des nouveaux États membres s'est accéléré par rapport aux années précédentes: parmi les quarante-sept régions de nouveaux États membres pour lesquelles des données sont disponibles, treize ont progressé de plus de 5 points de pourcentage par rapport à la moyenne UE-23 et quinze autres ont gagné entre 2 et 5 points de pourcentage. Des développements particulièrement dynamiques ont été relevés en Hongrie, en République tchèque, en Slovaquie, dans les États baltes et en Roumanie. Seules huit régions – toutes situées en Pologne – ont reculé par rapport à la moyenne UE-23; la performance la plus faible a été enregistrée pour la région Zachodniopomorskie, dans le nord-ouest du pays, avec une perte relative de 1,4 point de pourcentage.

Le niveau du revenu primaire par habitant dans les neuf nouveaux États membres pour lesquels des données sont disponibles a augmenté entre 2000 et 2004, passant de 40,3 % à 43,5 % de la moyenne UE-23. Ce processus de rattrapage, désormais en cours dans la plupart des régions des nouveaux États membres, a entraîné une progression annuelle moyenne d'environ 0,8 point de pourcentage; entre 2003 et 2004, le rythme s'est accéléré pour atteindre 1,4 point de pourcentage.

➤ CE QU'IL FAUT SAVOIR – NOTES METHODOLOGIQUES

Lorsqu'il s'agit d'analyser les revenus des ménages, il importe tout d'abord de décider dans quelle unité de mesure les données devraient être exprimées pour que les comparaisons entre les régions soient significatives. Aux fins des comparaisons interrégionales, le PIB régional est généralement exprimé en standards de pouvoir d'achat (SPA), l'objectif étant de permettre une comparaison en termes de volume. Il conviendrait de procéder de la même manière avec les variables du revenu des ménages privés, de sorte que ces dernières soient converties au moyen de standards de pouvoir d'achat pour la consommation privée, dénommés «standards de pouvoir d'achat relatifs à la consommation» (SPAC).

À l'heure actuelle, Eurostat ne dispose pas encore d'un ensemble de données complet au niveau NUTS 2. Il manque toujours des données pour les États membres suivants: Bulgarie, Chypre, Luxembourg et Malte. Pour les régions suivantes, les données ne sont pas encore disponibles pour toutes les années: Ceuta et Melilla en Espagne ainsi que les départements d'outre-mer français. Les données de la Hongrie et de la Slovénie sont disponibles à partir de 2000 et celles de la Roumanie à partir de 1998. Pour les comparaisons entre les chiffres régionaux et les valeurs relatives à l'UE tout entière, des agrégats UE-23 spécifiques, excluant la Bulgarie, Chypre, le Luxembourg et Malte, ont été créés. Les moyennes UE-23 par habitant qui ont été calculées sur cette base peuvent être considérées comme de bonnes approximations; on peut supposer qu'elles surestiment légèrement les moyennes UE-27 (inconnues), avec une marge d'erreur d'environ 1 %.

Eurostat a procédé à une vérification complète des données des comptes nationaux révisés de la Grèce. Comme la révision découlant des résultats de cette vérification n'a pas encore été mise en œuvre dans les comptes régionaux des ménages, les données concernant la Grèce ne sont pas présentées en détail dans cette publication et doivent être considérées comme provisoires jusqu'à ce que la révision correspondante soit achevée.

Conformément au règlement SEC (n° 2223/1996), les données doivent être transmises à Eurostat au plus tard 24 mois après la fin de la période de référence. Pour l'année de référence 2004, 23 États membres ont communiqué des données sur un nombre total de 255 régions de niveau NUTS 2. Les données parvenues à Eurostat après le 11 octobre 2007 n'ont pas été prises en compte dans la présente publication. Toutes les données sont disponibles sur le site Internet d'Eurostat (voir lien p. 8).

Dans le système européen de comptes, les comptes de distribution du revenu sont définis comme suit:

Compte de distribution primaire du revenu des ménages privés

Emplois	Ressources
D.4 Revenus de la propriété	B.2/B.3 Excédents d'exploitation/revenus mixtes
	D.1 Rémunération des salariés
B.5 Solde des revenus primaires	D.4 Revenus de la propriété

Compte de distribution secondaire du revenu des ménages privés

Emplois	Ressources
D.5 Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	B.5 Revenus primaires
D.61 Cotisations sociales	D.62 Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature
D.7 Autres transferts courants	D.7 Autres transferts courants
B.6 Revenu disponible	

Pour en savoir plus :

Données :

[Site Web d'Eurostat/Page d'accueil/Données/Régions/Comptes économiques régionaux-SEC 95/Comptes des ménages](#)

Les journalistes peuvent contacter le service média support :

Bâtiment BECH, Bureau A4/125
L - 2920 Luxembourg

Tel. (352) 4301 33408

Fax (352) 4301 35349

E-mail: eurostat-mediasupport@ec.europa.eu

European Statistical Data Support :

Eurostat a mis en place, conjointement avec les membres du "Système statistique européen", un réseau de centres d'appui, qui couvrira presque tous les États membres et certains pays de l'AELE.

La mission de ces centres sera d'aider et d'orienter les utilisateurs qui se procureront des données statistiques européennes sur l'internet.

Vous trouverez sur notre site internet des informations sur ce réseau de centres d'appui :

<http://ec.europa.eu/eurostat/>

Une liste des bureaux de vente dans le monde est disponible à :

l'Office des publications officielles des Communautés européennes.

2, rue Mercier
L - 2985 Luxembourg

URL: <http://publications.europa.eu>

E-mail: info@publications.europa.eu
